

# Une croissance à deux vitesses

par Christiane Hurtig \*

Chacun sait que la Chine et l'Inde « tirent » maintenant la croissance mondiale vers le haut. L'Inde se situe ces dernières années dans la zone de 9%, selon les chiffres corrigés de croissance annuelle du PNB, et ses progrès, évidents dans le domaine industriel (qui croît de plus de 10% par an grâce aux industries de transformation), sont largement dus au secteur des services. Parmi ceux-ci, non seulement le développement des prestations informatiques mais aussi une fantastique expansion des télécommunications, attestée par le nombre des téléphones, passé de 54,63 millions en mars 2003 à 218,05 millions en mai 2007<sup>1</sup>. Le secteur des assurances et celui de la grande distribution commencent à prendre leur envol.

Les investisseurs demeurent très enthousiastes et il ne s'agit pas seulement d'étrangers. En moyenne annuelle l'Inde investirait désormais, selon l'OCDE, l'équivalent de 32% de son PNB. Les bases de sa puissance se situent cependant aussi dans d'autres domaines et, sans parler de sa Défense, de sa capacité nucléaire ou de ses mis-

siles, il faut rappeler ce qui les a permis : une constante politique de développement des études scientifiques, considérées comme un pilier essentiel de la modernisation. Depuis peu devancée par la Chine, l'Inde recèle encore la quatrième communauté scientifique mondiale et, avantage sur la Russie et la Chine, cette communauté a fait ses études en anglais. C'est ainsi qu'elle fournit statisticiens et médecins à l'Amérique et au Commonwealth. Mais ceux-ci reviennent souvent en Inde et y lancent de nouvelles activités : Bangalore, avec 150.000 ingénieurs et techniciens, compterait plus d'informaticiens que la Silicon Valley californienne, qui en aurait 130.000<sup>2</sup>.

L'Inde a, au fil des décennies, développé un ensemble d'institutions consacrées au développement de la science, de la recherche et des techniques : outre un premier conseiller du Premier ministre sur la science, un ministère de la science et de la technologie, une Académie des sciences, on compte une demi-douzaine d'organisations officielles qui impulsent recherche et développement dans des domaines différenciés. Elle voit maintenant le secteur privé compléter ses efforts en partenariat avec et pour l'industrie. Mais les vedettes demeurent, à la base, les instituts de technologie dont les diplômés sont si demandés à l'étranger<sup>3</sup>.

L'Inde compte quelque deux cent cinquante

universités (ou institutions assimilées<sup>4</sup>), vingt mille collèges qui y sont rattachés, quarante millions de diplômés (dans la population active), dont 1/4 dans des matières scientifiques<sup>5</sup>. Occupant une place de choix dans les technologies de pointe comme celles de l'espace<sup>6</sup>, des logiciels informatiques et des télécommunications, mais aussi dans les biotechnologies et l'industrie pharmaceutique, l'Inde est, dit le rapport de l'Unesco, une « puissance du savoir ». Elle est aussi en pleine ascension puisque le nombre des diplômés universitaires a plus que doublé entre 1991 et 2005. Le réseau de télécommunications par satellites Insat, qui alimente la télévision en programmes éducatifs, ainsi que les programmes d'enseignement sur Internet, devraient amplifier le phénomène.

Mais ces perspectives encourageantes, qui avaient nourri le slogan « *India shining* » (l'Inde brille) lors de la campagne électorale de 2004, masquent d'importantes disparités entre régions, l'Ouest et le Sud se développant plus vite que l'Est. Comme le relevait le Premier ministre Manmohan Singh, lors d'une conférence faite le 23 octobre 2007 à Delhi : « Le taux de croissance de 9% est une moyenne qui recouvre une moyenne de 10% dans certaines parties de l'Inde et moins de 3% dans d'autres ».

Par ailleurs, les progrès en matière agricole, sectoriels et par à-coups, sont nettement moindres que ceux des autres domaines, avec une croissance annuelle de 6%. A vrai dire, la production plafonne en ce qui concerne les céréales et les légumineuses.



Les artisans pauvres vendent leurs production dans la rue, près du centre commercial de Connaught Place à New Delhi. 1998

## UNE CROISSANCE À DEUX VITESSES

Selon le dernier Economic Survey, panorama de l'économie présenté tous les ans en fin février, avant le vote du budget, «la production de blé a atteint son point culminant de 76,4 million de tonnes in 1999-2000, ce qui ne s'est pas reproduit». Les effets de la Révolution verte des années soixante-dix se sont ralentis. Si l'Inde a pu devenir le second producteur mondial de riz et en exporter, des gains de productivité demeurent nécessaires dans la production de cet aliment de base pour que l'auto-subsistance alimentaire persiste. Les accroissements les plus significatifs demeurent ceux qui concernent le sucre, le coton, le thé, denrées fortement soumises aux aléas des marchés mondiaux.

Avec la libéralisation de l'économie, le jeu des mécanismes de prix a, au départ, fortement atteint l'agriculture. Actuellement encore, la vulnérabilité de ce secteur aux variations du climat, l'endettement des paysans créent de véritables crises sociales. Selon certaines ONG, on compterait parmi eux plus de 100.000 suicides depuis la libéralisation ; une commission parlementaire en a relevé plus de 11.000 en cinq ans. Pour tous les ruraux comme pour le maintien de la croissance, le développement et la rénovation des infrastructures sera décisif.

Là se situe sans doute un des enjeux essentiels. L'OCDE, dans une note de synthèse sur son étude de l'Inde d'octobre 2007, insiste beaucoup sur ce problème. L'Inde développe actuellement les partenariats public-privé pour faire face aux besoins et a tout un programme de développement des routes, de



Le Jantar Mantar de New Delhi (observatoire astronomique datant du 18<sup>e</sup> siècle).

rénovation du réseau ferré, de construction d'aéroports qui peut métamorphoser son paysage s'il se réalise. Mais les coûts sont énormes et les investisseurs demandent que leurs mises de fonds soient rentables. Pour qu'elles le soient, l'OCDE insiste sur la nécessité de nouvelles réformes de structures, accélérant la mise en oeuvre des décisions et changeant le rapport entre dépenses d'investissement et dépenses sociales clientélistes dans le budget de l'Etat. Car l'un des problèmes fréquemment soulignés est le déficit de l'Etat et des Etats de l'Union.

Se prononcer sur les évolutions possibles est affaire de spécialistes. Sur ces divers points, Jean-Joseph Boillot, dont l'ouvrage *L'Economie de l'Inde* fait autorité, est probablement l'économiste français le mieux informé. Mais il faut également tenir compte des contraintes internationales et l'article du Professeur Modwel montre utilement en quoi les règles de l'OMC

ont faussé le jeu au détriment des agriculteurs indiens.

*Christiane Hurtig*

### Notes :

1. Soit un taux d'équipement téléphonique de 19,26%. Source : *Telecom Regulatory Authority of India*.
2. Kau (Sanat), «Higher education in India. Seizing the opportunity». Working Paper n° 179, May 2006, Indian Council for Research in International Economic Relations, New Delhi ([www.icrier.org](http://www.icrier.org)).
3. Unesco, *Rapport sur la science*, Paris, 2006.
4. Le gouvernement reconnaît le statut d'universités à des institutions d'excellence, souvent privées.
5. National council of Applied Economic Research, *India Science Report : Science, Education, Human Resources and Public Attitude towards Science and Technology*, 2005.
6. Il est caractéristique qu'elle ait, fin janvier 2008, lancé un satellite espion pour Israël.

*\*Voir ci-après : «Pour mieux connaître les auteurs» page 49*